

Dialogue national

L'Usap dit oui, mais s'interroge sur le format

F.B.E.M  
Libreville / Gabon

A côté des hommes politiques de tous bords, de plus en plus d'acteurs de la société civile et de partenaires sociaux se prononcent, aujourd'hui, sur le dialogue national sans tabou préconisé par le président Ali Bongo Ondimba. Jeudi dernier, à la faveur de leur rentrée syndicale, c'était au tour de l'Union des syndicats de l'administration publique, parapublique et privée (Usap) de dire "oui" à cette concertation nationale. Non sans requérir du pouvoir qui l'organise, "un format qui permette la participation de tous les acteurs, dont l'opposition incarnée par l'ancien candidat à la Présidentielle Jean Ping". Cela pourrait passer, ont proposé les syndicalistes, par la convocation d'un arbitre "extérieur, neutre et désintéressé". Lequel pourrait se nommer Onu, Union européenne, Union Africaine, ou France. Des facilitateurs qui peuvent, toujours selon eux, être une solide caution pour amener cette opposition à la table du dialogue. Une nécessité, a insisté l'Usap, par la voix

de son président, Fridolin Mve Messa. Lequel a dit qu'après les élections présidentielles passées, et les violences multiformes qui ont suivi, "les acteurs majeurs de cette crise doivent impérativement se retrouver, pour dialoguer. Chacun doit pouvoir faire l'auto-critique de ce qui s'est passé, pour dire, là, j'ai fauté, là, il y a eu des insuffisances. Mais comment faire pour que cela ne se reproduise plus". Acteurs sociaux, "et non politiques", Fridolin Mve Messa et les siens ont dit jouer leur rôle par cet "appel à la responsabilité citoyenne de tous les acteurs politiques à préserver la paix sociale et politique...La lutte syndicale commande aussi que soit préservé l'Etat de droit qui garantit une meilleure sécurité professionnelle aux travailleurs", a-t-il avancé. Non sans relever que "les problèmes qui y seront débattus seront à la fois politiques, économiques, sociaux et culturels". Et que "L'Usap attend notamment de ce débat-action qu'il apporte des réponses appropriées aux préoccupations des travailleurs que nous sommes". Des préoccupations des travailleurs qui ont constitué l'autre pan des échanges de cette rentrée syndicale. L'Usap s'est no-



Photo : F.B.E.M

Le bureau de l'Usap, dont son président, Fridolin Mve Messa (c.), lors de la rentrée de l'organisation syndicale.

tamment insurgée contre le nouveau code du travail ap-

plicable en République gabonaise. Allant jusqu'à de-

mander son réexamen. Ce que cette coalition d'une

quinzaine de syndicats reproche à ce code, c'est la marge qu'il donne aux entreprises pour ne pas embaucher leurs employés, en faisant signer à ceux-ci des contrats à durée déterminée (CDD) à la chaîne, entrecoupés de licenciements. Toute chose qui rend le quotidien du travailleur "précaire", ont-ils dénoncé. Aussi, pour apaiser cette situation, et éviter cette sorte de "complicité entre le gouvernement et le patronat", les travailleurs de l'Usap ont "demandé avec gravité, la mise en place d'une structure légale, visant un dialogue tripartite Gouvernement-Travailleur-Patronat".



COMMUNIQUE

Dans le cadre de l'année académique 2016-2017, le Secrétaire Général de l'UOB invite les anciens étudiants à procéder à leur réinscription selon le calendrier fixé ci-après :

Etablissement	Lundi 05 décembre 2016	Mardi 06 décembre 2016	Mercredi 07 décembre 2016	Jeudi 08 décembre 2016	Vendredi 09 décembre 2016
FLSH					